

Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DES PRIX

N° 24/CS/2025

OBJET: ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

BUDGET D'EQUIPEMENT

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
10	10	30-10	13	MATERIEL TECHNIQUE ET MATERIEL AUDIOVISUEL(AS5748703) Equipements bureautiques et audiovisuel (PAPC_2020)

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Passé avec ----- (Nom du fournisseur)

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N° 24/CS/2025 ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration " ,

D'UNE PART

ET

Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°.....

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N° 24/CS/2025 ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration " ,

D'UNE PART

Cas des personnes physiques

M

Agissant en son nom et pour son propre compte de

Taxe professionnelle n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°

Tel : Fax : E-mail :

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions):

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N°24/CS/2025

ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration " ,

D'UNE PART

ET

Cas d'autoentrepreneur

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre national d'autoentrepreneur sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Tel :.....Fax :.....E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N° 24/CS/2025

ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** ",

D'UNE PART

Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussigné constitué aux termes de la convention

..... (les références de la convention)..... :

-Membre 1 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

-Membre 2 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M.....(prénom, nom et qualité).....en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n°(RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme« **FOURNISSEUR**»

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL N° 24/CS/2025

ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** ",

D'UNE PART

ET Pour le cas d'une coopérative ou une union de coopératives

Les membres de l'**union de coopératives** soussignés constitué aux termes de la convention
..... (les références de la convention)..... :

-Membre 1 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Registre local desous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

-Membre 2 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile

au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature de l'union) ayant

M.....(prénom, nom et qualité).....en tant que mandataire du groupement
et coordonnateur de l'exécution des prestation, ayant un compte bancaire commun sous n°(RIB sur 24
positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR**»

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES
ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ
ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX
ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION
ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR
ARTICLE 9: NANTISSEMENT
ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE
ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT
ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.
ARTICLE 14 : AVANCES.
ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF
ARTICLE 18: ASSURANCES
Article 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON
ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE
ARTICLE 22: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE
ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE
ARTICLE 24: RECEPTION DEFINITIVE
ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES
ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION
ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE
ARTICLE 30 : MODALITES DE REGLEMENT
ARTICLE 31 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT
ARTICLE 32 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 33 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES
ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

CHAPITRE I

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet : Achat de mobilier de bureau commune de salé
Le Présent marché est à lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures à livrer au titre du présent marché en lot unique consistent en ce qui suit :

1	BUREAU PRESIDENT
2	FAUTEUIL PRESIDENT
3	FAUTEUIL-VISITEUR PRESIDENT
4	TABLE BASSE PRESIDENT
5	TABLE DE REUNION 12 PERSONNES
6	ARMOIRE PRESIDENT
7	BUREAU DIRECTION
8	FAUTEUIL DIRECTION
9	FAUTEUIL-VISITEUR DIRECTION
10	TABLE BASSE DIRECTION
11	TABLE DE REUBION 8 PERSONNES
12	ARMOIRE DIRECTION
13	ENSEMBLE BUREAU SUR ARMOIRE BASSE
14	BUREAU VAGUE AVEC CAISSON
15	ARMOIRE MOYENNE A RIDEAU
16	FAUTEUIL OPPERATIONNEL
17	RAYONNAGE METALLIQUE
18	CHaise

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Marché Passé par Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la commune de Salé

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

5.1 Les documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T):

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité **n°2-22-431** et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le fournisseur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5-2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;
3. La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 relatif aux modifications des prestations en cours d'exécution.

ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

1. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
3. Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184.
4. décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et de l'établissement de coopération intercommunale.
5. l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
6. Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
7. Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
8. Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
9. Dahir 1-16-128 du 25 Aout 2016 promulguant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
10. Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
11. Les pièces générales à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations et citées dans les différents articles du CCTP ;

Le fournisseur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. Le fournisseur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Validité du marché :

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président de la commune de Salé.

Délai de notification de l'approbation :

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret 2-22-431, le délai de notification de l'approbation de 60 jours est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Les autres conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret 2-22-431.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

.ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de commune de Sale, **ordonnateur** ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier **Préfectoral de salé** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;

- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

1	BUREAU PRESIDENT
2	FAUTEUIL PRESIDENT
3	FAUTEUIL-VISITEUR PRESIDENT
4	TABLE BASSE PRESIDENT
5	TABLE DE REUNION 12 PERSONNES
7	ARMOIRE PRESIDENT
8	BUREAU DIRECTION
9	FAUTEUIL DIRECTION
10	FAUTEUIL-VISITEUR DIRECTION
11	TABLE BASSE DIRECTION
12	TABLE DE REUBION 8 PERSONNES
14	ARMOIRE DIRECTION

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitante, il est tenu de faire appelle a des prestataires installés au Maroc conformément au paragraphe 5 de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023).

En cas de sous-traitance le titulaire est tenu de faire recours à l'emploi de la main d'œuvre locale.

ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de **03 mois**. Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire. Si au cours de l'exécution, le maître d'ouvrage constate que les délais prévus au programme d'exécution ne sont pas respectés, il le notifie alors par écrit au fournisseur, en lui demandant de justifier le retard constaté et de proposer les moyens nécessaires pour y remédier, tout en communiquant un programme actualisé en fonction des modifications présentées et ce afin de permettre l'achèvement de la livraison de fournitures dans les délais contractuels.

ARTICLE 12 : PENALITES POUR RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 65 du CCAG-T et à défaut d'avoir terminé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché modifié et complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 14 du décret n° 2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du dit marché sont à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : AVANCES.

Le présent marché ne prévoit pas des avances

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché **sont fermes**.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **50 000.00 Dirhams (cinquante mille dirhams)**. le cautionnement provisoire reste acquis au Maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'art 18 du CCAGT et à l'article 24 du décret n°2-22-431.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

Le cautionnement provisoire reste acquis, à la commune, dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirhams supérieure.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 2 du CCAG-T.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG-T, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-T.

ARTICLE 18: ASSURANCES

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

▪ La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana

▪ Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires ce bon doit indiquer :

1-la date de livraison

2-la référence au marché

3-l'identification du fournisseur

4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livrées ...etc.)

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé situé avenue Hassan II près de la gare routière Bettana

En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

La vérification des fournitures livrées se fait sur la base des caractéristiques techniques prévues par le CPS déposés par le titulaire du marché et acceptés par le maître d'ouvrage.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché déposé et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie égale à dix pour cent (10%) sera prélevée sur le montant de chaque acompte à titre de garantie. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie est remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, conformément à l'article 64 du CCAG-T.

La retenue de garantie est restituée au fournisseur ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures.

ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 22: RECEPTION PROVISOIRE

En application des dispositions de l'art 73 du CCAGT

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage conformément à l'article 73 et 76 du CCAGT.

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **12 mois** à compter de la réception provisoire. Pendant ce délai, le fournisseur devra répondre à toutes les notifications qui lui sont adressées pour réparer les défauts non imputables à des tiers.

ARTICLE 24: RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le fournisseur.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81,82,83 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions des articles précités, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG notamment son paragraphe2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 29 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 26 du CCAGT, le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 30 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire (RIB 24 chiffres)ouvert auprès de.....la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 31 : FORMALITÉ D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur doit accomplir la formalité de l'enregistrement, tel que ce droit résulte des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 32 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGÉES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Les personnes chargées du suivi du présent marché seront désignées par le Président de la Commune de Salé en qualité de maître d'ouvrage.

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du présent marché ainsi que les actes qu'elles sont habilitées à prendre pour assurer leurs missions sont :

- Suivi de l'application stricte des dispositions du présent CPS ;
- Notification des ordres de service au titulaire du marché ;
- Vérification et réception des fournitures objet du présent marché .

CHAPITRE II

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 33 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRIX

PRIX N°1 . BUREAU PRESIDENT

bureau président contemporain en bois dimension en mm : l2800*p2200*h750
plateau en bois MDF rectangulaire moderne ep 60 mm avec sous main en cuir, dessine en aile d'avion avec le chant chanfrein inverse. repose d'un cote sur un piétement panneau forme oblongue avec une ligne design couleur grise au milieu, et sur meuble retour de l'autre cote. plan de travail équipe de top accès ; boîtier de connexion escamotable avec chargeur sans fil pour téléphone. voile de fond en bois. meuble retour porteur en bois mdf finition identique au plan de travail. ce meuble dispose de deux compartiments avec porte battante et deux tiroirs, ouverture d'un tiroir avec un système de verrouillage par empreinte digitale, les tiroirs montes sur glissières télescopiques a billes pour un coulissement facile et silencieux les deux compartiments avec portes battante disposent d'une étagère. meuble retour avec deux coins face cote visiteur biseautés, contiens aussi un compartiment pour uc avec des ouvertures pour aération.

Payé à l'unité au prixN°1

PRIX N°2 : FAUTEUIL PRESIDENT

Fauteuil président en cuir noir avec tête :

Assise en cuir noir système basculant et hauteur réglable à l'aide d'un levier latéral

Dossier en cuir galbé pour soutien lombaire. Blocable multi positions avec système antipanique.

Mécanisme synchrone très performant avec réglage personnalisé de la tension en fonction du poids de l'utilisateur.

Coque assise et dossier de protection noir.

Accoudoirs en aluminium poli réglable en hauteur avec manchettes en polyuréthane pivotant.

Piétement étoile renforcé à 5 branches aluminium poli sur roulettes en nylon.

Dimensions (en mm) :

Assise : P.470 x L.500

Dossier : L.460 x H.500

Payé à l'unité au prixN°2

PRIX N°3 : FAUTEUIL VISITEURS PRESIDENT

Dossier et assise en cuir noir avec coque de protection noir

Dossier en cuir profilé ergonomique galbé pour soutien lombaire.

Assise galbée rembourrés et esthétique tapissé entièrement en cuir pour un grand confort

Hauteur d'assise réglable à l'aide d'un levier latéral et système basculant blocable multi positions avec système anti-panique

Mécanisme synchrone très performant avec réglage personnalisé de la tension en fonction du poids de l'utilisateur.

Accoudoirs en aluminium poli avec manchettes en polyuréthane pivotant réglable en hauteur

Piétement étoile renforcé à 5 branches aluminium poli sur roulettes en nylon.

Dimensions (en mm) :

Assise :

Profondeur 470 x Largeur 500

Dossier :

Largeur 460 x Hauteur 500

Payé à l'unité au prixN°3

PRIX N°4 : TABLE BASSE PRESIDENT

tables basse dimension : 1200*600*400 mm

table basse en bois MDF EP 50 mm dessine en aile d'avion avec le chant chanfrein inverse sur 2 pieds a deux niveaux avec grand tiroir dimension : L380*H320MM

Payé à l'unité au prixN°4

PRIX N°5 : TABLE DE REUNION 12 PERSONNES

table de réunion contemporain en bois finition mdf capacite 12 personnes dimension en MM : L4800*P1500*H760

plateau en bois MDF rectangulaire moderne EP 60 mm, dessine en aile d'avion avec le chant chanfrein inverse. la table repose sur trois piétements panneaux costauds en bois MDF finition identique au plateau ; plan de travail équipe de top accès. voile de fond en bois, les piétements en forme oblongue avec une ligne design couleur grise au milieu.

Payé à l'unité au prixN°5

PRIX N°6 : ARMOIRE PRESIDENT

bibliothèque décorative avec rangement contemporaine en mélamine pour bureau de président : dimensions : 3000LX400PX2000H

- panneau décoratif en mélamine assorti au design élégant du bureau de direction
- conception moderne avec rangements visibles et caches pour une organisation efficace
- extracteur cache pour un accès facile, complétant l'esthétique du bureau de direction
- intégrez un espace de travail raffiné avec grain de bois, en harmonie avec l'élégance et la fonctionnalité du bureau de direction

Payé à l'unité au prixN°6

PRIX N°7 : BUREAU DIRECTION

Bureau direction design moderne en bois :

Dimensions: L 2400 x P 1900 x H 750mm

Plateau en bois design moderne, dessiné en forme capsule ovale avec des côtés droites et les extrémités arrondies avec le chant chanfrein inverse épaisseur plateau 40mm,

Plan de travail équipé de top accès avec boîtier escamotable noir multifonction pour une connexion discrète équipé de prises électriques.

Repose sur deux piétement design en aluminium incliné, stable et esthétique qui démunie du haut vers le bas d'un côté et sur un meuble retour de l'autre côté.

Voile de fond en bois couleur grise avec une finition élégante et pratique.

Meuble retour :

Dimension : L 1800 x P 580 x H 630mm

En bois avec finition identique au plan de travail équipé de deux espaces de rangement avec portes battantes avec une étagère système d'ouverture sans poigné a poussoir soft clic et au milieu de ces deux portes deux tiroirs monté sur glissières télescopiques à billes pour un coulissement facile et silencieux et un compartiment pour unité centrale avec des ouvertures pour ventilation avec une porte battante .

Couleur : Gris

Payé à l'unité au prixN°7

PRIX N°8 : FAUTEUIL DIRECTION

Fauteuil direction :

Fauteuil ergonomique pivotante en résille :

Appuie-tête réglable en hauteur

Assise en tissu avec coque de protection,

Système basculant et hauteur réglable à l'aide d'un levier latéral

Mécanisme multifonction très performant avec réglage personnalisé de la tension en fonction du poids de l'utilisateur

Dossier résille galbé avec soutien lombaire réglable.

Accoudoirs réglables en 3D .

Piètement étoile renforcé à 5 branches aluminium poli sur roulettes en nylon de 60 mm

Dimensions (en mm) :

Largeur d'assise : 49 cm,

Profondeur d'assise : 51 cm,

Hauteur d'assise : 46-56 cm

Largeur du dossier : 47 cm,

Hauteur du dossier : 57 cm,

Payé à l'unité au prixN°8

PRIX N°9 : FAUTEUIL VISITEUR DIRECTION

Fauteuil visiteur de direction :

Dossier en maille galbé avec soutien lombaire réglable

avec appuie-tête réglable en hauteur orienté de haut en bas pour un grand confort.

Assise rembourrée en mousse moulée avec revêtement en tissu avec coque de protection

Système basculant et hauteur réglable à l'aide d'un levier latéral

Mécanisme multifonction très performant avec réglage personnalisé de la tension en fonction du poids de l'utilisateur

Accoudoirs en polyuréthanes réglables en 3D en haut et en bas avant arrière.

Base en étoile renforcé à 5 branches aluminium poli sur roulettes en nylon de 60 mm

Dimensions (en mm) :

Largeur d'assise : 490,

Profondeur d'assise : 460,

Hauteur d'assise : 440-510

Largeur du dossier: 490,

Hauteur du dossier + Tête : 750

Hauteur totale : 1150-1220,

Payé à l'unité au prixN°9

PRIX N°10 : TABLE BASSE DIRECTION

Table basse en bois:

Table basse moderne en bois forme carré à deux niveaux

Dimension : L700*P700*H400mm

Payé à l'unité au prixN°10

PRIX N°11 : TABLE DE REUNION 8 PERSONNES

Table de réunion design pour 8 personnes :

Table de conférence en forme capsule ovale avec des côtés droits et des extrémités arrondies identique au bureau directeur

Mesurant 2400mm de longueur, 1000mm de largeur et 750mm de hauteur.

Le plateau est en MDF de couleur grise, avec une bande centrale en gris clair pour un aspect moderne

Et élégant. Cette bande centrale intègre Top Access, avec un système d'ouverture des deux côtés pour faciliter la gestion des câbles et des connexions électriques.

Le piètement est en aluminium identique au bureau, avec des vérins pour assurer stabilité et adaptabilité.

Avec son design contemporain et ses matériaux de qualité, cette table est parfaite pour un environnement professionnel et moderne, idéale pour les salles de réunion.

Payé à l'unité au prixN°11

PRIX N°12 : ARMOIRE DIRECTION

Bibliothèque décorative avec rangement contemporain pour bureau de direction

Dimensions : 3200*P400*H2000

-Conception moderne et élégant

Deux grandes portes battantes à l'extrémité

Différents espace de rangement rangements au milieu des niches visibles et cachés avec pour une organisation efficace,

Eclairage LED complétant l'esthétique de la bibliothèque.

Payé à l'unité au prixN° 12

PRIX N°13 : ENSEMBLE BUREAU SUR ARMOIRE BASSE

Bureau plateau forme vague de dimension 160Lx100/80Px74H cm.

Retour fixe table posé sur desserte métallique porte rideaux fermant à clé. Dimensions de la desserte 80L 43P cm

Plan de travail en panneau de particules mélaminé de haute densité ép. 25 mm plaqué double faces, chants plaqués pvc anti-choc de 2 mm d'épaisseur.

2 Piètement d'extrémité en C constitués chacun de :

- Traverse inférieure en tube oblong 50x 25 mm équipée d'embouts en pvc avec régulateurs.
- Traverse supérieure en tube rectangulaire 40x20 mm équipée aux extrémités d'embouts en pvc.
- Largeur minimum des montants 24cm avec des motifs pliés sur la hauteur du montant
- Les montants intègrent chacun un passe-câble câble déboitable en acier perforé.

Voile de fond en tôle acier pliée ép. 8/10 mm équipé d'une goulotte soudée permettant le passage des câbles en horizontal.

Sorties de câbles sur les plateaux.

L'ensemble des éléments métalliques reçoivent un traitement de surface anticorrosion avant application d'une peinture Époxy de 40 à 60 microns cuite au four à 200°.

Payé à l'unité au prixN°13

PRIX N° 14 : BUREAU VAGUE AVEC CAISSON

Bureau de dimension 160Lx80Px74H cm.

Plan de travail en panneau de particules mélaminé de haute densité ép. 25 mm plaqué double faces, chants plaqués pvc anti-choc de 2 mm d'épaisseur.

2 Piètements d'extrémité en C constitués chacun de :

- Traverse inférieure en tube oblong 50x 25 mm équipée d'embouts en pvc avec régulateurs.
- Traverse supérieure en tube rectangulaire 40x20 mm équipée aux extrémités d'embouts en pvc.
- Largeur minimum des montants 24cm avec des motifs pliés sur la hauteur du montant
- Les montants intègrent chacun un passe-câble câble déboitable en acier perforé.

Voile de fond en tôle acier pliée ép. 8/10 mm équipé d'une goulotte soudée permettant le passage des câbles en horizontal.

Sorties de câbles sur les plateaux.

L'ensemble des éléments métalliques reçoivent un traitement de surface anticorrosion avant application d'une peinture Époxy de 40 à 60 microns cuite au four à 200°.

Caisson roulant

Caisson métallique à 3 tiroirs pour rangement sur 4 roulettes.

Le corps de caisson est un monobloc soudé par résistance, réalisé en Tôle TC 7/10 eme

Dessus galette ép. Minimale 19mm en panneaux de particules haute densité mélaminé double face, protégé par chants PVC 2mm collés à chaud

Serrure à entraînement excentrique actionnant une tringle pour système d'ouverture sélective ne permettant l'ouverture que d'un seul tiroir à la fois, avec 2 clés pliables capuchonnées

Tiroirs équipés de poignées en plastique fixés par vis

L'ensemble des éléments métalliques reçoivent un traitement de surface anticorrosion avant application d'une peinture Époxy de 40 à 60 microns cuite au four à 200°.

Dimensions minimale hors tout : L 42.5 - P 55 - H 61 cm

Payé à l'unité au prixN°14

PRIX N° 15 : ARMOIRE MOYENNE A RIDEAU

Structure des armoires en tôle d'acier pleine qualité. Couverture et dos en tôle de 8/10, socle et tablettes en tôle de 10/10.

3 tablettes équipées de rails pour dossiers suspendus

Les soudures nécessaires aux assemblages des éléments sont réalisées par points électriques.

L'ensemble des éléments métalliques reçoit un traitement de surface anticorrosion avant application d'une peinture époxy.

Équipée de rideaux escamotables avec serrure à clé et de tablettes réglables avec réservation pour dossiers suspendus. Les rideaux sont en pvc extrudé, matériau rigide à base de polychlorure de vinyle et constitue de plusieurs lames à profils creux et à charnières souples.

Serrure double crocher sécurisée

Lame terminale des rideaux aimantée pour faciliter la fermeture totale

Galette dessus en bois mélaminé protégée par chants PVC 2 mm

L'armoire est pourvue de régulateurs

Dimensions L120 P43 H166 cm

Payé à l'unité au prix N°15

PRIX N° 16 : FAUTEUIL OPERATIONNEL

Fauteuil de travail ergonomique

Dossier en maille tendue avec support lombaire en PVC perforé, réglable en hauteur à l'aide de deux boutons manipulables en position assise. Support du réglage lombaire en PVC, sous forme de T intégré au cadre du dossier

Cadre du dossier en PVC chargé en fibre de verre

Assise en mousse haute densité tapissée de tissu anti-feu avec coque de protection en PVC

Socle 5 branches roulant en PVC diamètre 68 cm

Mécanisme synchrone a réglage de la tension de basculement, blocable à la position désirée et

Réglage en hauteur par vérin à gaz

Accoudoirs réglables en hauteur avec manchettes souples

Couleur : noir

Payé à l'unité au prix N°16

PRIX N°17 : RAYONNAGE METALLIQUE

TRAVEE de rayonnage léger, avec paroi et fond

Montants en tube carré 30x30x1.5 mm

Assemblage par boulons et écrous

Pieds des montants protégés par un embout en PVC avec un vérin à visser pour un réglage au sol

5 tablettes en tôle acier permettent de recevoir les dossiers

Suspendus format commercial (132 x 41cm).

Dim: 200H X120L X33P cm

Payé à l'unité au prix N°17

PRIX N° 18 : CHAISE

chaise sur 4 pieds métallique.

assise et dossier revêtement en simili cuir

coque de protection antichoc pour assise et dossier.

structure / piétement : 4 pieds en tube semi-ovale

4 patins noirs, emboites dans les tubes

Payé à l'unité au prix N°18

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DES PRIX N° 24/CS/2025

Appel d'offres ouvert international en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n°2-22-431 Du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

OBJET: ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE

Arrêté le présent marché à la somme de :

<p>Dresse par : Le chef de service</p> <p>Abdelkarim ELACHOUAT Chef de service des Moyens Communs</p>	<p>Responsable d'équipement des bureaux</p> <p>Naoual BENLARABI Responsable d'Équipement des Bureaux</p>	<p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p>OMER SENTISSI Président de la Commune de Salé</p>
<p>SALE LE.....</p> 		
<p>LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE :</p> <p>SALE, LE</p>	<p>LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR :</p> <p>SALE LE.....</p>	
<p>WISE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	<p>APPROUVE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	